

FICHE SYNTHÉTIQUE

FRONTALIER·ÈRES QUEER

PERCEPTION GLOBALE DE LA SITUATION DES PERSONNES LGBTIQ+ AU LUXEMBOURG

Une situation stagnante pour les personnes LGBTIQ+ :

La situation est perçue comme stagnante, voire déclinante. Ceci est perceptible dans les commentaires que font les gens sous les articles médias en ligne, les attitudes négatives envers des personnages artistiques comme Tatta Tom ou encore le lancement de la pétition n°3198 « Exclure les thématiques LGBT de l'éducation des mineurs ». Il y a une polarisation des thématiques LGBTIQ+ et les gens se permettent de faire des commentaires haineux de manière totalement décomplexée.

L'homophobie, une comparaison entre le Luxembourg et le pays de résidence :

Par rapport à la France, on a tendance à penser que le Luxembourg est plus ouvert. Cependant, que ce soit au Luxembourg ou en France, il n'est toujours pas évident de se balader dans la rue, main dans la main, en tant qu'homme gay. De manière générale, on constate un renfermement en Europe par rapport aux questions LGBTIQ+. Dans d'autres pays d'Europe la situation est pire, car on peut subir des agressions physiques dans la rue.

Le militantisme LGBTIQ+, une comparaison entre le Luxembourg et le pays de résidence :

On note des différences dans les associations militantes, surtout en comparaison avec la France. En France, il y a des associations plus grandes et plus prédominantes qui peuvent accompagner des populations LGBTIQ+ spécifiques, comme les jeunes exclu·e·s par leur famille et sans hébergement. Les activistes en France font aussi davantage entendre leurs voix. Au Luxembourg, c'est vu comme plus compliqué d'être militant·e. D'un côté, le gouvernement soutient plus systématiquement les associations, par exemple par des

conventions, ce qui n'est pas le cas dans d'autres pays. De l'autre, il y a cette tendance générale à ne pas trop aborder les sujets (queer) qui pourraient faire trop de bruit. Par conséquent, les associations au Luxembourg ne sont pas perçues comme aussi militantes que celles en France.

L'hétéronormativité traverse les frontières :

Que ce soit au Luxembourg ou dans le lieu d'habitation, il y a de l'hétéronormativité partout. Au Luxembourg, on ressent le conservatisme d'un État qui reste encore beaucoup influencé par l'Église. À l'hétéronormativité s'ajoute un système patriarcal et capitaliste. Il a fallu attendre dix ans entre le PACS et l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, ne garantissant pas les mêmes droits entre couples homosexuels (pacsés) et couples hétérosexuels (mariés). Les politiques familiales ne sont pas non plus adaptées aux réalités des familles arc-en-ciel, ni à celles des familles monoparentales. Il n'y a pas de valorisation d'autres formes familiales et il faut perpétuellement faire son *coming-out*. Dans le lieu d'habitation on ressent l'hétéronormativité dans les espaces ruraux, mais aussi urbains. On ne va pas être *out* dans son village et on va être sur ses gardes quand on circule près des gares dans les villes. On a l'impression aussi, que l'identité de genre d'une personne (trans, non-binaire) donne lieu à des crispations, tout comme l'identité lesbienne.

Le Luxembourg et la vie transfrontalière – nouvelles libertés :

La vie transfrontalière ne comporte pas uniquement des défis, mais aussi des bénéfices. La distance entre le lieu d'habitation et le lieu de travail offre certaines libertés. Beaucoup de personnes frontalières et queer sont *out* au

Luxembourg et ne le sont pas chez elles. Ceci permet, par exemple, d'exprimer son identité de genre dans un cadre professionnel ou dans le cercle d'amis·es au Luxembourg, sans que cela touche forcément tous les pans de la vie, surtout dans le lieu d'habitation ou dans le cercle familial d'origine. En même temps, vu la localisation « provinciale » des villes et villages frontaliers, il y a des avantages pour les personnes queer qui traversent la frontière. Pour les jeunes queer aussi, il peut être plus intéressant d'aller au Luxembourg, car l'offre en termes d'accompagnement pour jeunes queer est quasi absente dans les zones frontalières. La vie de frontalier·ère est plutôt vue comme une chance.



EXPÉRIENCES PERSONNELLES

Discriminations au travail :

L'homosexualité mène encore à des discriminations au travail, notamment en entreprise quand l'avancement de carrière est freiné. Même en ayant recours à de l'aide juridique à travers une instance de soutien aux salarié·e·s, le cas est estimé perdu d'avance. Des recherches en jurisprudence luxembourgeoise plus poussées sur les cas de discrimination homophobe au travail et leur impact sur la carrière de la personne concernée montrent que les plaintes sont rares et que les cas passés devant le tribunal sont perdus. À cela s'ajoute le sentiment qu'on essaie d'étouffer les cas de discrimination homophobe au travail.

Difficultés de frontalier·ères :

Qu'on soit queer ou pas, être frontalier·ère n'est pas évident. Le sentiment de faire partie de la société « luxo-luxembourgeoise » est vu comme moindre par rapport à une personne locale. Ceci vaut surtout pour les Français·es. Certain·es font l'expérience de réunions tenues en luxembourgeois, malgré la présence de personnes francophones. D'autres ressentent des distances au travail entre collègues luxembourgeois·es et collègues non-luxembourgeois·es ou reçoivent des remarques si elles socialisent avec l'une ou l'autre partie.

Connaissance du milieu LGBTIQ+ :

Le milieu queer, surtout celui concentré à Luxembourg-Ville est vu comme « cosmopolite ». D'autres réseaux queer en-dehors de la capitale ne sont pas vraiment connus. La Ville d'Esch-sur-Alzette est vue comme *queerfriendly* parce qu'elle l'affiche publiquement et parce que certains lieux sont identifiés comme *queerfriendly*.

QUELLE PARTICIPATION À LA VIE QUEER DU LUXEMBOURG ?

Emploi et réseau queer :

Si dans la vie privée on est plus en retrait, c'est plutôt à travers le travail qu'on se mobilise davantage. L'emploi peut favoriser la participation à la vie queer au Luxembourg, notamment à travers des sorties entre collègues ou la visite de lieux queer au Luxembourg. Le travail permet aussi de s'impliquer dans des réseaux LGBTQ+ axés sur le monde de l'emploi ou sur l'activisme queer.

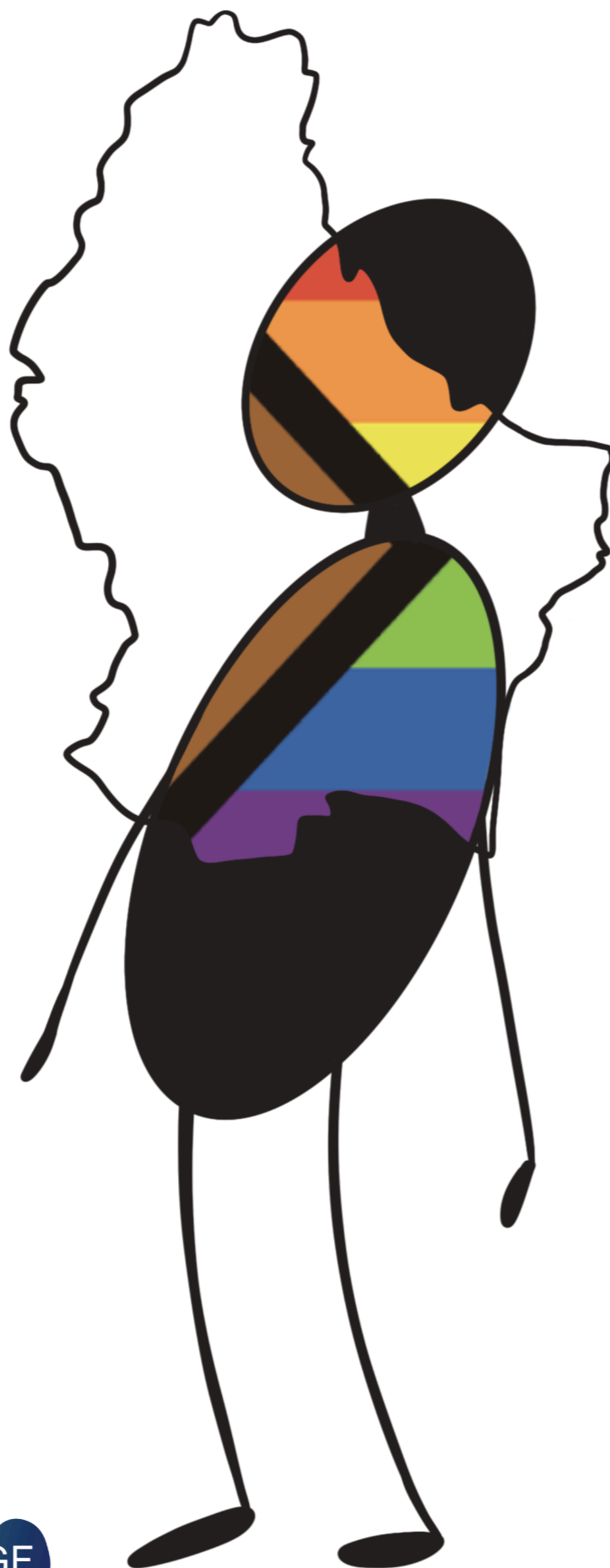
Implication dans les associations queer au Luxembourg :

S'impliquer dans les associations LGBTQ+ du Luxembourg est vu comme difficile. Il faut être en contact avec les bonnes personnes afin de nouer des liens qui tiennent. Si on recherche de l'aide, cela n'est pas un problème, mais dès qu'on souhaite s'engager et prendre des initiatives, on se heurte à une attitude de « pré-carré » de la part des associations LGBTQ+. À cela s'ajoutent les « guerres de tranchées » présumées entre associations et le manque de collaborations/de soutien entre elles.

Identités multiples et sentiment d'intégration :

Des divergences sont constatées entre les multiples composantes de l'identité. Au Luxembourg, on peut se sentir plus accepté·e en tant que personne homosexuelle, qu'en tant que frontalière. Cela dépend des contextes sociaux et des tendances politiques du moment, comme des personnes avec qui on interagit. Ces divergences vont avoir un impact sur le sentiment d'acceptation et combien on va dévoiler de son identité et de ses différents aspects. Une personne qui se sent rejetée parce qu'elle est française, n'aura plus forcément envie de dévoiler son homosexualité.

« Si je devais qualifier le Luxembourg, ce serait un pays conservateur progressiste. »



ATTENTES

Favoriser l'accès à l'information et à la formation :

Il faudrait rendre l'accès à l'information sur les sujets LGBTQ+ plus accessible, surtout pour différents corps professionnels (éducation, santé, etc.). En même temps, il faudrait intégrer la thématique LGBTQ+ plus systématiquement dans les cours à l'école, comme par exemple dans les cours d'éducation civique.

Support psychologique pour queers et décentralisation de l'offre générale :

Le Luxembourg est doté d'infrastructures de soutien (LGBTQ+ ou non) et celles-ci sont faciles d'accès. Cependant, il manque un support psychologique plus poussé pour les personnes LGBTQ+. En plus, l'offre générale pour queers devrait être plus décentralisée. Beaucoup existe à Luxembourg-Ville, mais cela devient plus compliqué dans le Sud ou dans le Nord du pays.

Application du droit européen en matière de non-discrimination :

Le Luxembourg devrait plus appliquer et faire respecter le droit européen. Au Luxembourg il y a seulement six critères de discrimination (*sept si on compte la nationalité, mais ce critère est soumis à des dispositions particulières*) par rapport à vingt-six en France. À cela s'ajoute qu'au Luxembourg, le droit de la non-discrimination n'est pas appliqué de manière conséquente. Il faudrait s'attaquer aux discriminations au travail et il faudrait davantage protéger les familles arc-en-ciel, par exemple en les reconnaissant dans la Constitution.

Des compétences juridiques pour les associations de défense LGBTQ+ :

Les associations LGBTQ+ devraient plus se saisir des cas concrets de discrimination et se donner les moyens de porter plainte en tant qu'organisation reconnue. Si les associations offrent soutien et accompagnement individuel aux victimes de discrimination qui souvent n'osent pas porter plainte, elles devraient aussi faire plus de plaidoyer public et se revendiquer plus militantes.

Des échanges entre associations de la région :

Il pourrait y avoir plus d'échanges entre associations LGBTQ+ du Luxembourg et dans les régions frontalières. Chaque partie pourrait

s'inspirer du travail de l'autre, par exemple en matière de droit du travail ou en matière de droit de protection internationale.



UTOPIES QUEER

« Qu'on n'ait plus besoin de coming-out, que les gens soient indifférents à la différence. »

Cette fiche synthétique est un résumé structuré du focus group « Frontalières queer » du 24 octobre 2024.

Elle a été rédigée par Enrica Pianaro et Sandy Artuso, coordinatrices du Luxembourg LGBTQ+ Panel. Mise en page et illustration par Marine Henry. Cette recherche se base sur une méthodologie qualitative, notamment des focus groups.

Elle est réalisée avec le soutien du Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité et de l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte. Les focus groups portant sur le vivre-ensemble interculturel sont réalisés avec le soutien du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre-Ensemble et de l'Accueil.

Cette publication n'engage que les autrices.

©2025 LEQGF a.s.b.l